

Adresse des agents des Finances publiques aux autres collègues de la Cité administrative.

Les agents des Finances publiques du bâtiment D de la cité administrative sont en lutte depuis le 28 janvier. Ce jeudi 21 février 2019 constituait le seizième jour de blocage. Cette mobilisation est inédite depuis 2008 et le combat contre la loi "mobilité". Elle est massive. Pratiquement tous les gros centres d'accueil finances publiques du département sont en lutte : St-Gaudens, Muret, Colomiers, les sites toulousains de Rangueil, Mirail, Cité administrative et Carmes.

Ce mouvement est né d'un véritable mal du bol des collègues :

- **suppressions de postes** (40 000 depuis le début des années 2000) et on nous en promet 20000 à 30000 nouvelles autres d'ici la fin du quinquennat ;
- **externalisation et privatisation de nos missions**: la mise en place du prélèvement à la source en est un excellent exemple. La volonté, pour le secteur public local de créer des agences comptables et ainsi mettre fin à la séparation ordonnateur comptable en est une autre;
- **remise en cause du statut**, avec la mise en place de la **RIFSEEP**, qui se traduira par l'individualisation de la rémunération et facilitera le **détachement**, la **mobilité** des collègues des finances publiques ;
- l'augmentation de la **souffrance au travail**, le sentiment d'abandon. Le CHSCT de Haute Garonne n'a jamais été autant sollicité par l'intermédiaire des syndicats pour traiter des difficultés des collègues sur leur lieu de travail.

Vous avez vécu ou vous vivez les mêmes problématiques que les nôtres. Après les annonces faites lors du projet de réforme de la fonction publique, **c'est notre statut et nos missions qui vont être mis en pièce**. Il prévoit notamment **un recours massif aux contractuels**, la **suppression du CHSCT** comme dans le privé, **la rupture conventionnelle dans la Fonction publique**, en faisant des éléments salariaux individuels une partie prépondérante de la rémunération et en mettant en place un arsenal de dispositions pour accompagner les **abandons de missions publiques et des dizaines de milliers de nouvelles suppressions d'emplois**.

Aussi, nous vous appelons à vous mobiliser, à organiser partout où cela est possible des assemblées générales afin de définir des modes d'actions (distributions de tract, piquet de grèves, ...), à nous rejoindre sur nos piquets de grèves.

L'union de tous dans l'action fera notre force et permettra de faire reculer ces funestes projets gouvernementaux. Le calendrier du gouvernement est très contraint : courant juin, le projet doit être voté. Il est encore temps de mettre en échec ce changement total de société qui nous est promis. Ne laissons pas passer notre chance ...